

Zéro phyto : des communes en pointe livrent leurs recettes

Environnement

Publié le mercredi 30 mars 2016

Une centaine de collectivités ont reçu le 24 mars le label Terre saine qui récompense leurs efforts pour supprimer le recours aux pesticides dans l'entretien de leurs espaces publics. Coup d'éclairage sur les méthodes développées par trois d'entre elles, à commencer par la ville d'Haguenau, dans le Bas-Rhin.

Deux ans après avoir interpellé par courrier les maires et donné le coup d'envoi de la généralisation de l'opération "Terre saine, villes et villages sans pesticides", déjà menée en Poitou-Charentes, la ministre de l'Environnement Ségolène Royal s'est félicitée le 24 mars de l'essor de cette démarche dans des communes de toutes tailles et bien réparties sur l'ensemble du pays. Elles sont en effet 150 à avoir été labellisées en 2015 et 2016. "La loi de transition énergétique pour la croissance verte prévoit la mise en place de l'objectif zéro phyto dans l'ensemble des espaces publics à compter de 2017. Il est donc plus que temps de s'y mettre. Sans les efforts des élus, rien ne se fera !", a motivé la ministre.

Revoir la conception des espaces

Labellisée Terre Saine ce 24 mars, la ville d'Haguenau située dans le département du Bas-Rhin détaille pour Localtis l'aspect progressif de sa démarche de suppression des produits phytosanitaires dans l'entretien de ses 60 hectares d'espaces verts. "Nous avons d'abord atteint un premier palier de réduction de 70% de l'utilisation des phytos, ce qui nous a permis de décrocher en 2011 une première libellule, attribuée dans le cadre d'une charte zéro pesticides initiée par la région Alsace et l'Agence de l'eau Rhin-Meuse. Puis les efforts ont été poursuivis, nous avons atteint le plus haut niveau d'engagement (trois libellules). Cela nous a conduit à repenser la conception de certains espaces. Cette exigence vaut le coup, elle nous a ouvert la porte du label Terre saine, qui est draconien", détaille le responsable du service espaces verts de la ville. Il chapeaute une trentaine d'agents. Un plan de formation sur cinq ans les aide à se former aux méthodes alternatives : "Désherbage manuel, thermique (brûlage des mauvaises herbes) ou mécanique (équipement spécial monté sur une balayeuse), nous mêlons une vingtaine de techniques et les adaptons en fonction des espaces à entretenir".

Hautement symboliques, les cimetières ont toujours été des espaces à contraintes pour leurs gestionnaires. C'est habituellement un point noir des communes qui cherchent à se passer de pesticides. Très minéraux, ils laissaient jusque-là peu de place au végétal. "Nous prenons au contraire le parti d'y stopper le désherbage chimique et d'engazonner les allées. Pour faire accepter aux habitants les herbes spontanées, il faut embellir, maîtriser l'esthétique, bien montrer que le recours à des méthodes alternatives ne constitue pas de notre part un abandon", poursuit-on à la ville d'Haguenau.

Aider les petites communes

Chez Hortis, un réseau de techniciens et ingénieurs espaces verts spécialistes de ce sujet, le premier vice-président Jacques Macret observe que la dynamique prend sur le terrain et fait évoluer les pratiques des agents mais aussi celles des administrés : "Il faut dire que la participation citoyenne est au coeur de ces changements. En interne, dans une ville comme Courbevoie, où je dirige le service environnement et espaces verts, cette suppression a nécessité un effort de formation. Veillons à ce que les petites communes puissent aussi progresser car nous savons que ce sont elles qui ont besoin d'aide, d'outils et rencontrent actuellement le plus de difficultés". Une élue de Cabrières, petite commune de 460 habitants dans l'Hérault, elle aussi labellisée, ajoute que pour y parvenir elle n'a pas agi seule mais en travaillant avec des communes voisines et en s'appuyant sur des chartes et dynamiques régionales : "Ce portage au niveau régional est précieux, il nous a accompagnés vers des alternatives. La démarche a été collective au sein de la communauté de communes du Clermontais (Hérault)." Et de livrer quelques conseils aux élus qui se lancent : "Ne pas lésiner sur l'importance de la communication. Et rassurer les agents, en leur rappelant les bénéfices de la démarche sur leur propre santé. Cet argument fait souvent mouche."

Même son de cloche, pour finir, côté francilien. Pierre Le Floc'h, le maire du petit village rural, lui aussi labellisé, de Saint-Sulpice-de-Favières (Essonne), confie qu'il va engager de menus travaux dans le cimetière. Pour y maîtriser l'esthétique et la végétation spontanée qui vite repousse, un système au sol de filet ou nid d'abeille sera posé dans les allées. Non loin, Les Granges-le-Roi (Essonne) s'apprête également à convertir son petit cimetière à une forme plus rustique de traitement biologique. "Ce sera à base de purin d'ortie. Autant dire qu'il faudra fermer deux jours le temps que l'odeur se disperse !", conclut non sans humour son maire Jeannick Mounoury.

Morgan Boëdec / Victoires-Editions

Votre panier

Ajouter cet article à votre panier

A lire sur Localtis

25/03/2016 Zéro phyto : 150 communes sont labellisées Terre saine

22/03/2016 Mobilisation tous azimuts contre les pesticides et leurs impacts sur la santé

11/03/2015 Cimetières zéro phyto : à quand le miracle ?

12/02/2015 Espaces verts : la barre des 200 sites EcoJardin est atteinte

27/02/2014 Une campagne pour inciter les collectivités à passer au "0 phyto 100% bio"

16/05/2011 Pesticides : comment oser le "zéro phyto" dans les cimetières ?

Localtis © Tous droits réservés